



Mensuel N°1
Avril 2010

Texte fondateur

Nous sommes plus qu'une revue. Nous sommes six citoyens, enfants de cet Occident qui s'essouffle sur le tapis-roulant qu'il a lui-même construit. Nous ne sommes pas journalistes ou essayistes, du moins pas de formation, et cette revue est plus pour nous une tribune pour des idées qui s'étiolent dans le vent d'indifférence qui balaie notre société qu'un produit à troquer ou à vendre. Notre volonté de remettre en question les dogmes de l'Occident nous tient plus à cœur que l'appât du gain. Ces remises en question, nous le croyons, doivent se propager et l'argent n'y fera pas obstacle. Nos sommes six, certes, mais nous espérons que ce nombre ne cessera de grandir. Nous ne sommes pas dupes; seuls, notre projet échouera. Seuls, nous ne changerons rien – et cette affirmation n'a rien de stéréotypé, nous vous l'assurons. Nous ne sommes pas de nouveaux messies, ni même des sauveurs; nous n'en avons pas l'arrogance. Nous ne prêchons aucune foi, aucun dogme social ou politique. Nous souhaitons, à travers nos écrits, exprimer notre volonté de voir un changement nécessaire, ou du moins désirable, s'opérer. Nous parlons de l'union comme force du changement, mais n'y voyez pas un mouvement doctrinal : la contradiction nous apparaît nécessaire et l'unanimité inquiétante. L'histoire a trop vu trop de totalitarisme et notre société se complaît trop bien dans l'indifférence. Nous ne souhaitons ni l'un, ni l'autre.

Notre volonté de nourrir un débat éclairé où la victoire est commune et où la vérité prévaut sur la pérennité de l'opinion individuelle s'oppose au conformisme qui semble inhérent à ces deux extrêmes. Nos plumes trahissent peut-être déjà un sentiment d'urgence, mais, n'ayez crainte, nous ne sombrerons pas dans l'annonce répétée d'une apocalypse prochaine. Nous laissons à d'autres les messages prophétiques, préférant à la divination, l'analyse réfléchie des différentes facettes de notre société.

Nous écrivons pour quiconque voudra nous lire. Tous ceux qui, comme nous, croient, sans doute avec quelques poussières d'idéalisme, à un changement encore possible ne devraient pas hésiter à propager ces idées. Nous écrivons sur notre monde et cela nous concerne tous, alors pourquoi s'y soustraire? Nous tâchons à travers nos textes de présenter des idées rigoureuses et longuement réfléchies, cela n'empêche personne de nous contredire - l'opposition, nous le répétons, nous apparaît nécessaire pour ne pas sombrer dans l'uniformisation dogmatique de la pensée. Nous ne ferons pas que critiquer, le changement nous importe trop pour attendre passivement des solutions nouvelles. Il nous apparaît nécessaire d'y œuvrer nous-mêmes avec l'appui de tous ceux qui le souhaiteront. Penser par soi-même, en ayant conscience de toutes ces influences qui modèlent nos idées, voilà sans doute la liberté à laquelle, nous pouvons encore aspirer.

Chers lecteurs, bienvenue dans notre monde.

Nicolas Berniquez-Villemaire, Francis Davidson-Tanguay, Olivier Djoufo, Philippe Grenon, Stéphanie Paquette, Arnaud Petit

Vos dents au service de quelle société	2
Le nouveau reflet de Narcisse	3
Dossier: L'éducation et ses fondements	6
Politique et Société	11
Pourquoi notre propre publication	16
Appel au lecteur	16

Vos dents au service de quelle société?

Une publication, une œuvre, ne vient-elle pas sans son nom, son titre? Et ce nom, ce titre, ne vient-il pas sans sa signification? Signification du dictionnaire, signification qu'on lui accorde. Sens figuré, sens propre. Une appellation ne vient pas sans son sens. Sinon, à quoi bon?

Le Civitas...

Civitas, « [kiwitas] n.f. lat. Qui désigne l'appartenance à une cité et les droits accordés à une personne résidente de cette dite ville, synonyme de citoyenneté; Qui désigne le peuple, les citoyens d'une cité, synonyme de communauté.» On accorde aussi au mot «civitas» le sens de territoire occupé par une société et parfois de la capitale d'une ville.

Un engrenage...

Engrenage, «n.m. Ensemble de deux pièces dentées calées sur deux arbres, transmettant par le contact des dents un mouvement de rotation de l'un à l'autre; Enchaînement de faits ou de circonstances dont on ne peut se dégager.»

Un engrenage, c'est surtout cette pièce qui fait fonctionner un mécanisme, «n.m. Dispositif constitué par des pièces assemblées ou reliées les unes aux autres et remplissant une fonction déterminée.»

Quoique vous puissiez en penser, notre société est un mécanisme. Un mécanisme composé de multiples engrenages. Ceux-là même qui transmettent par le contact des dents un mouvement de rotation de l'un à l'autre et... qui entraînent des faits ou [des]circonstances dont on ne peut se dégager. Les engrenages de notre société sont ces multiples aspects ou sujets que sont la culture, l'économie, la politique, la pauvreté, la science, la philosophie... Sommes-nous partie intégrante de ces engrenages ou sommes-nous ceux qui les dirigent? Chose certaine, nous humains, homme ou femme, faisons partie de cette société.

Qui mène, qui suit? Cela reste une question à débattre. Mais avant même de débattre de cette question, il nous faut déterminer notre propre rôle. Et vous, êtes-vous la pièce ou celui qui dirige la pièce, l'engrenage ou celui qui oriente l'engrenage? Maintenant, je vous repose la question. Que VOULEZ-VOUS être? La personne qui tourne ou celle qui fait tourner? À vous de faire les changements. Cela ne tient qu'à vous.

Si deux engrenages interagissent, c'est-à-dire que l'un fait tourner l'autre, alors l'un tourne dans le sens inverse de l'autre. Ainsi, si l'engrenage A tourne dans le sens horaire et qu'il fait tourner l'engrenage B, cela implique que B tourne dans le sens antihoraire. N'est-ce pas fabuleux et catastrophique à la fois? Non. C'est tout simplement une représentation mécanique très semblable à une société qui

interagit. Un point de vue entraîne le point de vue contraire. Pire encore. L'un a besoin de l'autre pour subsister. Oui, une pensée ou une idée prend tout son sens lorsque l'on peut en débattre, en discuter. Cependant tout n'est pas toujours aussi simple. Ne vous semble-t-il pas parfois que les débats concernant un sujet se font aveuglément, sans égard à l'idée originale? Les gens ne vous semblent-ils pas parfois tellement emballés par la défense de leur pensée qu'ils vont trop loin, qu'ils oublient d'écouter l'autre, qu'ils passent à côté de l'essentiel? Et pour vous, qu'est-ce que l'essentiel?

Deux engrenages côte-à-côte fonctionnent parfaitement. Toutefois, le problème survient lorsque l'on en ajoute un troisième. Si l'on colle un troisième engrenage aux deux autres, c'est la galère. Le mécanisme ne fonctionne plus, la rotation des disques ne se fait plus. Essayez par vous-même, vous verrez. Il ne suffit que d'une tierce pièce pour changer le cours du mécanisme. Et si cette autre pièce dentelée n'était pas forcément nuisible. Et si cette autre pièce dentelée devenait de plus en plus nécessaire, puisque les deux engrenages qui tournaient auparavant effectuaient des rotations de plus en plus vite sans justement s'arrêter. Sans s'arrêter pour s'assurer que le mécanisme avait réellement besoin de ces engrenages pour fonctionner, pour s'assurer qu'il tournait à la bonne vitesse, dans la bonne direction. Or, c'est dans ces cas où être l'engrenage qui tourne sans se soucier de ce qui l'entoure devient dangereux. Et c'est dans ces cas que la troisième pièce qui se joint aux deux autres peut devenir utile. Ce troisième engrenage qui fait arrêter le mécanisme qui roule de manière effrénée vers où, vers quoi et dans quel but?

Et si c'était vous le troisième engrenage? Celui qui mettra de la résistance et qui proposera un point de vu autre que les deux idées traditionnelles qui s'opposent? Vous qui deviendriez le contremaître et non ce citoyen qui fonctionne comme le rouage qui tourne sans se poser de question?

Le Civitas est de ces engrenages qui pose ses dents entre celles des autres roues dentelées avec pour seul but d'améliorer ce qui l'entoure. D'où le «C» en forme d'engrenage dans «Le Civitas». Vous aurez sûrement compris que pour changer un mécanisme composé d'engrenage, il faut prendre la forme d'un engrenage. De la même façon, pour changer ce monde créé par l'homme et constitué d'hommes, il ne vous suffit que d'être un homme ou une femme pour enfin faire la différence.

Stéphanie Paquette

Le nouveau reflet de Narcisse

En 1793, la Révolution française faisait tomber la tête du roi et avec elle une perception de l'immuabilité des situations sociales. La monarchie absolue s'est effondrée entraînant dans sa chute une organisation sociale rigide et hiérarchisée. La perpétuité de l'ordre établi a fléchi face à la montée de l'individu – montée nourrie par la portée égalitaire et libertaire des idéaux des Lumières. La révolution française et la période trouble qui s'en suivit marque le rejet d'une société figée et dont l'immobilité de la situation est justifiée par une volonté divine.

La révolution française permet le passage de la monarchie absolue à la démocratie, où la volonté de la majorité supplante la sacralité du roi, en proclamant l'égalité des individus. Il s'agit là d'une explication fort simplifiée des affirmations idéologiques qui ont mené à la modernité, mais l'essentiel est présent. L'individu moderne, d'un point de vue conceptuel, se consolide au XIXe puis au XXe siècle dans une société libre qui se veut égalitaire. Le progrès devient source d'innovations et de transformations et tout principe s'y opposant est perçu comme un affront à la potentialité humaine. L'immobilité est condamnée, seule l'innovation constante et la perpétuelle révolution technoscientifique s'accordent avec la vision moderne du monde désacralisé et vidé de sens. La vérité perd son interprétation universelle pour se confondre à l'action. La pensée pragmatique la soustraie à une quête sans fin pour l'associer à l'utilité.

La montée de l'égalitarisme et la perte des repères traditionnellement absolus ont mené l'individu moderne à un repliement sur lui-même. Narcisse a un nouveau reflet, mais est toujours obnubilé par son être, indifférent à l'autre. Son isolement technologique n'est peut-être que le reflet d'un individualisme exacerbé. Connecté, mais libre, sans attache, sans limite dans un monde aseptisé, filtré par l'écran. N'est-ce pas là, un fantasme enivrant pour l'individu moderne? Car son isolement technologique est à l'image de l'atomisation de la société et de l'indifférence inhérente à notre ère...¹

Les nouvelles préoccupations de l'individu moderne, lorsqu'elles ne sont pas centrées sur son être, sont portées par une conception technique et instrumentalisée des rapports entre individus. Ainsi les échanges sont hiérarchisés en termes d'efficacité et l'Autre est rationalisé en une interaction fonctionnelle dont la valeur se confond à l'utilité. L'individualisme amplifié par la « pensée instrumentale »² modifie les rapports sociaux et entraînent

une subjectivation du monde et un isolement nourri par les technologies sans cesse renouvelées.

La modernité ou plutôt la pensée moderne freine la révolution³ et marginalise les idéaux pour lesquels certains hommes se sont déjà sacrifiés. L'individu moderne, qui tente de se soustraire aux interprétations universalistes traditionnelles, leur préfèrent une vision interprétative et une subjectivation du rapport à la réalité qui le conforte dans sa situation. S'en suit une pacification des débats, une désertion de la sphère politique et un isolement hédoniste confortant.

La modernité, dans sa longue ascension, en vient à privilégier l'autonomie de l'individu jusqu'à en faire un leitmotiv. L'individu moderne, en affirmant son égalité face à l'autre et sa liberté, en vient à se distancier d'une construction communautaire des interactions sociales. Le symbole d'entraide, mais aussi de dépendance face à l'autre, que véhicule la communauté, est un affront à l'idéal d'autonomie et d'autosuffisance de l'individu moderne libéré de tout lien qui suggérerait son infériorité face à l'autre. La volonté égalitaire de la pensée moderne se mue en mécanisme d'« égalisation » et d'érosion « des figures de l'altérité »⁴. Les signes suggérant une quelconque hiérarchisation sociale sont bannis sous prétexte qu'ils s'attaquent aux postulats de base de l'Occident moderne en s'opposant à l'égalité de tous.

Les yeux rivés sur l'écran de son téléphone cellulaire, les doigts caressant le clavier. Côte à côte, mais séparés par deux écrans et une myriade de circuits électriques. Inutile d'essayer de lui parler, il n'entend pas, l'esprit parasité par la musique de son Ipod. Mieux vaut le « texter », tout sera plus simple ainsi. Soit dans l'esprit du temps : ne mène aucun combat, ne défend aucune cause, ne t'intéresse à rien, et tu pourras écrire à tous les autres individus modernes sur leur page facebook que tu es devenu l'un des leurs.

Arnaud Petit

1:G. Lipovetsky en propose une analyse dans Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide*, Éditions Gallimard, Paris, 2008, p. 49-69

2:C. Taylor y consacre un chapitre dans Charles Taylor, *Grandeur et misère de la modernité*, Bellarmin, Québec, 2008, p117-135

3: Bien que la modernité postule la primauté du progrès, qui entraîne l'amélioration technique et technologique incessante et ce que l'on pourrait nommer «perpétuelle révolution», elle condamne également la révolution idéologique. Ainsi si la technique est en «perpétuelle révolution», le carcan moderniste marginalise la remise en question de l'idéologie qui justifie une telle pensée.

4: Se référer à Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide*, Éditions Gallimard, Paris, 2008

Dossier :

L'éducation

Pour une éducation centrée sur l'Être

Qu'elle soit la panacée de l'humanité ou qu'elle serve à former une main d'œuvre qualifiée, nul ne néglige son importance. Entre l'hominidé trouvé à Cro-Magnon, Jean-Jacques Rousseau et Stephen Harper, une différence majeure subsiste : ce qu'ils ont vu, senti, appris – ce qu'ils ont acquis. L'humanité s'acquiert. Par la culture, par les rencontres, par la langue.

Les opposants du déterminisme ne puisent pas en leur argumentaire ce qui est inné à l'homme – génétique – mais en ce qu'il apprend, accumule et transforme grâce à un outil façonné il y a quelque 2500 ans. La liberté aurait ainsi comme source la raison, faculté futile pour un être ne possédant que les uniques connaissances que la subjectivité de ses sens et de son expérience lui procurent. L'homme est libre car il apprend, car on l'éduque.

Or, cette liberté va au-delà de la liberté métaphysique pure qui, pour certains, est unique à l'homme; elle s'accompagne d'une liberté sociale et civile. Certains politiciens, mais surtout les dirigeants de multinationales, ont intérêt à

former des esprits étroits et désintéressés ou simplement cloîtrés par des équations mathématiques lourdes, car ces esprits sont socialement, culturellement et politiquement malléables (et je ne pense surtout pas (voir l'ironie) aux États-Unis où l'on convainc une partie importante de la population que la gratuité des soins de santé est néfaste pour tous et où le plus haut tribunal du pays juge que la liberté d'opinion des entreprises était brimée par la limite de financement qu'elle pouvait accorder aux partis politiques).

D'où la nécessité d'apprendre l'homme à l'homme, pour qu'il puisse faire des choix éclairés sans lesquels la démocratie est absurde. C'est à partir du moment où l'homme prend connaissance de ce que ses ancêtres ont compris que celui-ci arrive à faire évoluer l'humanité, sans quoi tout serait à recommencer à chaque naissance. Le potentiel humain, sa singularité, réside en sa capacité d'atteindre le bonheur par le savoir, la rationalité et toutes les valeurs de respect, d'égalité, d'entraide, de modération et de plaisirs qui viennent plus souvent qu'autrement chez les individus doués de tels outils.

et ses fondements



Le culte du smile or die

Malheureusement, ces outils ne sont plus valorisés. Nous sommes plongés dans l'ère de l'indifférence et de l'ignorance, ce que le faible taux de participation aux élections (notre seul pouvoir démocratique) et que le ratio décroissant de journaux par habitants ne démentent pas. Cette indifférence est aussi visible dans les palmarès autant musicaux que cinématographiques qui présentent des chansons et films vides de contenu (si ce n'est publicitaire) que l'on remplace par de la violence, un monde artificiel ou des fausses valeurs issues de la positive psychology, une sorte de culte

du smile or die que certains ont décidé de se poser permanemment à la figure au coût d'une injection de botox ici et là.

Par ailleurs, s'inscrivant dans la rangée des accomplissements personnels de Maslow, l'accumulation des connaissances est pour plusieurs un luxe. Ce qu'il y a de plus inhumain dans le phénomène des inégalités sordides, c'est qu'une trop grande partie de l'humanité n'a pas accès à la connaissance car son temps est absorbé entièrement par des préoccupations quotidiennes de survie comme boire, manger ou être en sécurité, et nous n'en sommes pas irresponsables.

Hommes, soyez humains, c'est votre premier devoir : soyez-le pour tous les états, pour tous les âges, disait Rousseau. L'éducation, qui signifiait nourriture chez les anciens, a pour fonction première la transmission des connaissances et de la pensée critique, que ce soit utile à un emploi ou non. Le savoir est bon; ayez-en soif. Que l'éducation serve à élargir le potentiel humain et le bonheur commun, et rien de plus. « *Vivre est le métier que je veux lui apprendre. En sortant de mes mains, il ne sera, j'en conviens, ni magistrat, ni soldat, ni prêtre : il sera premièrement homme; tout ce qu'un homme doit être, il saura l'être au besoin tout aussi bien que qui que ce soit, et la fortune aura beau le faire changer de place, il sera toujours à la sienne.* » Jean-Jacques Rousseau.

Francis Davidson Tanguay

Éducation inc.

Selon l'opinion générale, l'éducation est un élément fondamental dans nos sociétés, et depuis la démocratisation de son accès après la seconde guerre mondiale, il est force de constater qu'elle occupe une place de plus en plus importante, notamment dans les budgets de l'État. À première vue, il est fort louable de la part du gouvernement du Québec de concentrer et d'investir encore et toujours des sommes de plus en plus importantes dans ce secteur névralgique de la société, dans le but de maximiser le rendement du système éducatif et de, selon les mots de la ministre de l'éducation, Mme Michelle Courchesne, «Créer une société sans décrochage», et même si les derniers correctifs en matière d'éducation semblent plus relevés de l'improvisation que de la réelle amélioration, mais là n'est pas le débat. Non, le problème, en effet, avant de savoir comment améliorer les lacunes qui affligent le système éducatif québécois, est de savoir définir les buts et objectifs que devraient avoir l'éducation, buts universels qui devraient être partagés par tous les systèmes éducatifs, et buts particuliers propres à notre contexte de Nord-Américain francophone, à notre situation sociologique, à notre culture et à nos valeurs.

L'éducation, selon le petit Robert, est : La mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain. Cette définition, bien que

pouvant être sujette à débat, reprend néanmoins les grands principes de l'éducation, soit la formation et le développement de celui qui s'éduque. La formation de l'individu relève de donner les outils nécessaires à l'être humain pour assurer son intégration à la société et son fonctionnement en son sein. Cette formation vise donc à permettre à l'homme d'obtenir les connaissances théoriques et techniques nécessaires à l'obtention d'un emploi, pour être en mesure de contribuer au fonctionnement de la société. Cette formation poursuit également comme objectif l'apprentissage des coutumes et des bonnes manières de la vie en société, ce qui permet une limitation des conflits, des frictions et une meilleure cohésion sociale. Le deuxième grand objectif de l'éducation est d'assurer le développement de l'individu. Ce développement passe par l'acquisition par l'homme d'une faculté de raisonnement qui puisse lui permettre une certaine forme d'autonomie, une autonomie fonctionnelle, lui permettant, une fois à l'âge adulte et combinée à sa formation, de pouvoir subvenir à ses besoins, gérer son temps et évoluer de par lui-même dans le monde, et autonomie morale, lui permettant par le développement de sa raison de réfléchir par lui-même, de se formuler des opinions et dans la mesure du possible d'éviter la manipulation et les influences néfastes dont il pourrait être victime.

Cependant, depuis que l'éducation est devenue un service essentiel, le gouvernement semble perdre de vue les objectifs premiers du système éducatif. Ces objectifs premiers qui visent l'apprentissage semblent avoir été remplacés par la performance. En effet, dans le système éducatif contemporain, l'important n'est plus de se développer, n'est plus de se former, n'est plus même d'apprendre, l'important est de performer. Performer, avoir de bonnes notes ou un bon bulletin, voilà l'objectif d'un trop grand nombre de professeurs et d'élèves. On ne se soucie plus de savoir si l'élève a bien assimilé les compétences et le savoir, tout ce qui compte est qu'il l'emmagasine le plus vite possible et qu'il le recrache sur sa copie d'examen. On résume ainsi l'éducation au fait que l'élève passe son année, et encore là, avec la réforme de l'éducation brillamment entreprise par le gouvernement ces dernières années, on ne sent même plus aujourd'hui cette volonté. Maintenant, le parent ne demande plus à son enfant ce qu'il a appris à l'école, il lui demande s'il a eu de bonnes notes à son bulletin, le savoir se perdant au profit du culte de la performance et de la productivité. De plus, il est à noter que le deuxième rôle de l'éducation, soit le développement, et surtout le développement moral, est laissé pour compte. Dans les écoles secondaires, les étudiants apprennent les différentes règles de grammaire, les formules mathématiques du deuxième degré et les éléments du tableau périodique, mais restent trop souvent ignorants des enjeux politiques et sociaux de la planète et même de leur pays. Mais tout ceci n'est pas surprenant, car si un élève a de la difficulté en éthique, ça n'est pas vraiment grave, mais par contre si il coule en mathématiques, alors là c'est une vraie catastrophe, mais bien sûr, car un élève performant en mathématiques aura beaucoup plus de chance d'être productif dans la société qu'un autre excellent en morale, car on ne fait pas d'argent avec la morale.

Certains estiment que les universités ne sont plus des lieux de hauts savoirs mais des entreprises ou le retour sur investissement prime sur le développement

intellectuel, ou l'argent est priorisé au détriment de la progression du savoir. L'éducation n'est maintenant plus qu'un vulgaire produit visant à engendrer un profit, et pour l'État, les étudiants ne représentent pas des individus en période d'apprentissage, mais de simples données, de simples investissements qui doivent rapporter des dividendes. Par exemple, les subventions accordées pour la lutte au décrochage sont justifiées par les recettes que ces futurs contribuables engendreront par leurs salaires plus élevés. L'objectif n'est donc plus de développer ces étudiants mais d'obtenir de bonnes statistiques qui paraissent bien sur les bilans et d'optimiser le rendement du système en gonflant le taux de diplomation secondaire et postsecondaire, quitte à diminuer les normes de promotion au secondaire et les normes d'admission des universités. Le raisonnement va comme suit : à défaut de pouvoir hausser le rendement des élèves, diminuons la difficulté du système. Normalement, la recherche de la performance et de la réussite à tout prix devrait, même si elle dénature sa raison d'être, permettre de hausser le niveau du système, mais alliée à la paresse, le recours trop fréquent à la facilité et à la promotion de la médiocrité, elle ne fait qu'appauvrir un système scolaire déjà déficient, entraînant les effets pervers des deux extrêmes, soit la dénaturation de l'enseignement et la baisse de niveau du système global. Dans ce contexte, ce n'est plus l'éducation qui sert l'homme, mais l'homme qui sert l'éducation, on oublie alors les besoins de l'être humain et on se concentre sur ceux du système, un système à la base déficient. Comment pouvons-nous rechercher l'amélioration d'un système alors que ses buts et sa raison d'être ont été dénaturés depuis longtemps ? Comment pouvons nous nous faire les alliés d'un système qui ne voit en l'être humain qu'un moyen et non une fin ?

Olivier Djoufo

John S. &

Parlent d'éducation lors d'un méthodes quantitatives, un fro

J. Smith : Quels seraient les buts premiers de l'éducation?
Qu'est-ce que l'éducation?

John S. : L'éducation? L'éducation est une transmission de
savoir.

J. Smith : Qu'est-ce que le savoir ?

Un silence

J. Smith : Ne se résumerait-il pas en deux données dis-
tinctes soit les connaissances et les outils intellectuels
permettant la réflexion et donc l'interprétation des connais-
sances ?

John S. : L'éducation doit servir à élever les individus,
comme le fait la science et l'art.

J. Smith : L'éducation n'est donc pas une fin en soi. Elle est
le moyen d'atteindre un but transcendant l'acquisition de
savoir.

John S. : Les buts sont multiples mais ont tous une utilité
sociale. Le savoir sans but est un savoir gaspillé qui n'a pas
lieu d'être d'un point de vue pragmatique.

J. Smith : Il ne faut par contre pas l'interpréter comme une
négarion du monde des idées et de la réflexion. Ils sont à la
base de la conception de la réalité.

John S. : En effet, la technique se développe à travers la
théorie. Sans hypothèse, inutile d'avoir un laboratoire. Le
technicien et le théoricien sont interdépendants et ne sont
complets que lorsqu'unis.

J. Smith : Il doit donc y avoir deux branches distinctes à
l'éducation suivant un tronc commun, jetant les bases de
l'apprentissage.

John S. : Comme tu le mentionnes, chaque individu se doit
d'avoir une éducation de base lui permettant de fonctionner
en société. Tous devraient avoir accès à une formation pre-
mière impliquant l'apprentissage approfondi de la lecture,
de l'écriture, du calcul, etc.

J. Smith : Tout cela dans une perspective permettant le
développement de la capacité d'analyser l'information
qu'on nous transmet. Les connaissances ne sont utiles qu'à
condition d'avoir les outils appropriés pour les employer.

John S. : L'éducation doit servir à nourrir la curiosité intel-
lectuelle de chaque individu tout en maximisant les capaci-
tés inhérentes à ceux-ci.

J. Smith : Ainsi, à partir du moment où une institution d'en-
seignement tue la curiosité intellectuelle de ses élèves, elle
ne remplit plus l'un de ses rôles fondamentaux.

John S. : Nous le voyons à l'heure actuelle où l'étudiant
désireux d'en apprendre davantage est mal vu et même
marginalisé.

J. Smith : Et pourquoi ? Je crois que la réponse à cette
question nous mène aux fondements même du pro-
blème.

John S. : Je crois qu'il y a plusieurs facteurs. Premiè-
rement, le système éducatif nivèle vers le bas.

J. Smith

passionnant cours de id et humide mardi de mars.

J. Smith : On assiste, comme dans d'autres sphères de la vie sociale, à la mise en place d'un mécanisme d'égalisation systématique par peur des écarts trop souvent perçus comme une atteinte à l'intégrité de l'individu égalitaire.

John S. : Il s'agit même, en mon sens, d'une attaque, ou plutôt d'une action perçue comme telle, dirigée vers l'estime personnelle de chacun.

J. Smith : On s'enferme alors dans des rapports consensuels, visant à garantir, à tout prix, l'égalité de l'individu se sentant lésé par les démonstrations des différents visages de l'altérité.

John S. : On ne valorise plus l'élévation des individus capables d'aspirer à plus.

J. Smith : Il faut pourtant, comme nous l'avons exprimé plus tôt, offrir une éducation à tous les individus de la société

John S. : Il n'est pourtant pas essentiel que tout le monde passe. Cela entraînerait une dévalorisation de la valeur du diplôme. Tout le monde n'a pas les mêmes capacités et le prétendre est une aberration qui tient de l'hypocrisie humaine. Ceux qui réussissent sans réellement avoir les compétences requises ne font que parasiter les instances supérieures d'enseignement. C'est le cas de l'épreuve finale de français dont les résultats au contenu sont gonflés pour pallier les résultats médiocres pour la qualité de la langue.

J. Smith : Faudrait-il alors revoir les fondements mêmes des institutions d'éducation postsecondaire au Québec ? La distinction entre un parcours technique et menant à des études universitaires est déjà présente dans les institutions

d'enseignement collégial. Faudrait-il en plus de cette séparation inévitable, morceler la branche théorique selon les capacités de chacun ?

John S. : Cela permettrait aux étudiants d'optimiser leurs apprentissages selon leurs capacités et ainsi éviter le plafonnement des élèves plus performants et le surmenage des élèves n'ayant pas autant de facilité, pour rester dans le *politically correct* aberrant. Peut-on aspirer à un système d'éducation pré-universitaire à deux vitesses ? Je crois que oui.

J. Smith : Nous aurions ainsi diverses institutions ou programmes d'enseignement dont la fréquentation serait déterminée par les capacités académiques des étudiants. Il ne s'agirait pas d'une situation immuable, mais bien d'un système dynamique mis en mouvement par les capacités et les efforts de chacun.

John S. : Pourquoi pas ? Tout le monde n'avance pas au même rythme.

J. Smith : Dans un tel système que certains qualifieraient d'élitiste, l'éducation serait-elle gratuite ?

John S. : En regard de tout ce que nous avons dit précédemment, l'éducation se doit d'être gratuite.

J. Smith : Ainsi, l'accès aux meilleures écoles ne serait pas déterminé par la richesse des individus, mais bien par leurs capacités académiques.

John S. : Si vous me permettez l'analogie, le sport de haut niveau est réservé aux plus habiles, aux plus forts physiquement, à l'élite sportive et cet esprit de compétition ne

devrait pas être étranger à l'éducation. Il devrait en être ainsi pour toutes les instances où l'on distingue les individus selon leurs capacités.

J. Smith : Cela mettrait fin aux mécanismes de nivelage qui pullulent dans le système éducatif québécois et libèrerait l'éducation de son carcan étroit qui laisse peu de place à la curiosité et brime le désir de voir plus loin, d'approfondir ses connaissances à un rythme différent que celui prescrit par la majorité.

John S. : Je crois que nous touchons un point important. La curiosité est le moteur même de l'apprentissage. Sans elle, l'éducation se flétrit et meurt.

J. Smith : Comment qualifierais-tu alors un système d'enseignement qui en vient à saper la curiosité de certains étudiants ?

John S. : Je suppose que tu parles d'un système purement hypothétique où certains étudiants auraient, en entrant pour la première fois dans la classe, les connaissances et outils intellectuels requis pour réussir le cours, mais serait, selon une logique implacable, obligés d'assister à toutes les périodes dudit cours.

J. Smith : Tu as bien saisi ma pensée. Pour alléger la discussion, nous nommerons ce système d'enseignement Cégep de l'Outaouais. Il est évident qu'un tel nom n'est que création de mon esprit et ne se réfère à aucune institution déjà en place, mais elle donnera à nos lecteurs un exemple tangible des réels enjeux de notre débat.

John S. : Je n'aurais pas pu mieux le résumer.

J. Smith : Le sujet étant vaste et complexe, nous analyserons une politique hypothétiquement fictive qui pourrait avoir cours dans ce Cégep de l'Outaouais tout aussi fictif. Ainsi, dans cette institution, une politique de présence au cours serait en place pour stimuler la présence en classe des étudiants. Elle stipulerait que tout étudiant se doit d'être présent à au moins 85% de ses cours. Ainsi, plus de 15% d'absence à un cours signifierait l'impossibilité de se présenter à l'examen final, dont la réussite est nécessaire pour la réussite du cours.

John S. : Tu sembles contre cette politique. Je suppose que tu as des arguments te permettant de défendre une telle position, car un employé du département fictif de philosophie de ce Cégep de l'Outaouais fictif t'expliquerait sans doute que le gouvernement québécois, à supposer que cet hypothétique Cégep de l'Outaouais soit au Québec, paie pour l'éducation de ces étudiants et que ceux-ci devraient se faire un devoir d'assister à tous les cours. Il ajouterait sans doute

que puisque le gouvernement paie pour l'éducation de ces citoyens, il a à cœur la réussite de ceux-ci et ne désire pas payer davantage qu'il ne le devrait pour les frais de scolarité de ces derniers. Tout cela semble facilement justifiable : la présence en classe permet un plus haut taux de réussite et le gouvernement n'a pas à payer pour la reprise de ces cours par les étudiants ayant échoué.

J. Smith : J'ai bien conscience de cela. Pourtant, il réside un problème majeur dans cette argumentation. Cette politique, justifiée par des principes pragmatiques utilitaires, en vient à contredire ses fondements même. C'est le serpent qui se mange la queue...

John S. : ... et une bonne partie de son corps.

J. Smith : Le gouvernement québécois veut voir ses citoyens réussirent le plus rapidement possible leur formation collégiale pour ne pas avoir à déboursier d'importantes sommes supplémentaires inutilement pour des étudiants ayant les capacités de réussir. Ainsi, l'étudiant qui, en étant présent en classe, acquiert les outils nécessaires à la réussite du cours, devrait être obligé d'y assister. Mais, par contre ladite politique empêche certains étudiants ayant les capacités de réussir le cours de se présenter à l'évaluation finale, obligatoire pour la réussite de ce cours. En justifiant ainsi la politique de présence en classe avec tes arguments, on sape les bases de cette politique. On proclame la supériorité de certains principes qu'on finit par renier.

John S. : Tout à fait. De cette manière, nous ne faisons que favoriser les individus plus faibles au détriment des plus forts, car avec la politique du 85%, on ne fait que remplacer, dans l'échec, ceux qui sont trop paresseux pour assister au cours ou incapables de réussir par ceux qui jugent tout simplement que leur présence aux cours n'est pas utile à leur réussite.

J. Smith : Mais ne pourrait-on pas trouver un compromis ? Par exemple, une fois la limite de 15% d'absence dépassé, l'étudiant pourrait ne plus avoir accès à l'examen de reprise comme c'est dans d'autres cégeps.

John S. : Je crois que tout compromis ne serait qu'un investissement à court terme car il est préférable d'apprendre à l'élève à se responsabiliser par l'échec, plutôt que de l'obliger à aller à ses cours, ce qui ne fera que retarder le moment où la prise de conscience se fera par rapport à son autonomie. En tant qu'adulte ou presque, l'étudiant doit être en mesure d'assumer ses responsabilités, et réaliser qu'il est le principal artisan de sa réussite, autant sociale que scolaire.

Arnaud Petit & Olivier Djoufo

Politique et Société

Une démocratie bancal

Le règne particulier du Parti conservateur du Canada qui dure depuis 2006 est tacheté de pratiques bien étonnantes de la part du gouvernement d'un pays Occidental. Le mandat de Stephen Harper étale sur la politique canadienne une teinte foncée de totalitarisme voilée par des stratégies adroites et précises. Ainsi, le Canada, par ces colorations obscures et subtiles, semble être plongé dans un nouvel âge de la démocratie canadienne moderne : un âge sombre.

Un premier ministre qui se prend pour le Terminator des sessions parlementaires et qui met en liste noire les journalistes qu'il craint, des votes de confiance qui témoignent plus de l'incapacité de l'opposition à se lancer en élection que de la réelle confiance générale de la chambre, un État qui menace et musèle ses fonctionnaires, des députés qui tiennent un discours vide et qui contrôlent l'information sortante : autant de pratiques politiques douteuses qui inspirent inévitablement des doutes quant à la viabilité de la démocratie canadienne.

En 2003, Jean Chrétien a interrompu l'activité du Parlement au moment du dépôt du rapport Fraser sur le scandale des commandites et des résultats de l'enquête sur la torture de civils somaliens. Le 3 mars 2010, les sièges de la Chambre des communes étaient dépoussiérés après que Stephen Harper ait esquivé les questions sur les détenus afghans en prorogant la Chambre pour la deuxième fois. La démocratie a mal vieilli, elle consiste maintenant en un superficiel jeu de stratégies où c'est celui qui manœuvre avec le plus de finesse qui gagne, et non celui qui a les plus ingénieuses et les plus raisonnables idées. Le problème ici est plus profond que de simples déceptions et scandales occasionnels; il s'agit d'une déformation chronique des idéaux et d'une conception bancal de la démocratie. Il ne s'agit pas de corruption, bien que celle-ci en soit une conséquence directe, mais de l'indifférence malsaine qui l'engendre et ne la condamne pas. Des décisions comme celle de proroger la Chambre n'ont aucune assise en démocratie : il ne s'agit que d'une tactique qui a pour effet d'éviter au parti au pouvoir de faire face à des si-

tuations précaires. Certes, la prorogation a peut-être sa place dans certains cas de crises, mais la démarche y menant doit devenir plus imputable et transparente. Le premier ministre doit avoir de bonnes raisons pour mettre fin aux débats en Chambre.

Ce qui est impératif est peut-être un retour à certaines notions qu'on semble avoir oublié. Il ne faut pas s'imaginer ici se rendre, enroulés dans des draps blancs, au Parlement et de tous voter les lois, mais plutôt d'un retour à des concepts honorables. : Il faut des débats clairs et pertinents, gardés de sophismes, et qui ne peuvent avoir comme fruit que de légitimes décisions qui s'avéreront plus représentatives des besoins de la société. Cela requiert aussi la diffusion à grande échelle d'une information diversifiée et de qualité, car rien n'est plus important que la compréhension dans l'exercice du droit de vote, ainsi que la bonne et raisonnable volonté, tant de la part des élus que de celle des électeurs. Cet échiquier complexe et vide doit être remplacé par la vérité, la raison et la vertu. Ces idées sont peut-être bien utopiques, mais ne s'agit-il pas là d'idéaux vers lesquels notre société devrait tendre? La démocratie canadienne doit être épurée de ces pratiques dont l'essence est tout simplement stratégique.

Philippe Grenon

1: Hélène Buzzetti, Présidente de la tribune de la presse parlementaire canadienne et journaliste du journal *Le Devoir*.

2: Allan S. Cutler, ex-fonctionnaire fédéral et président de l'organisme « *Canadians for Accountability* », qui a pour but la protection des dénonciateurs politiques.

Dieu, la patrie et le libre marché

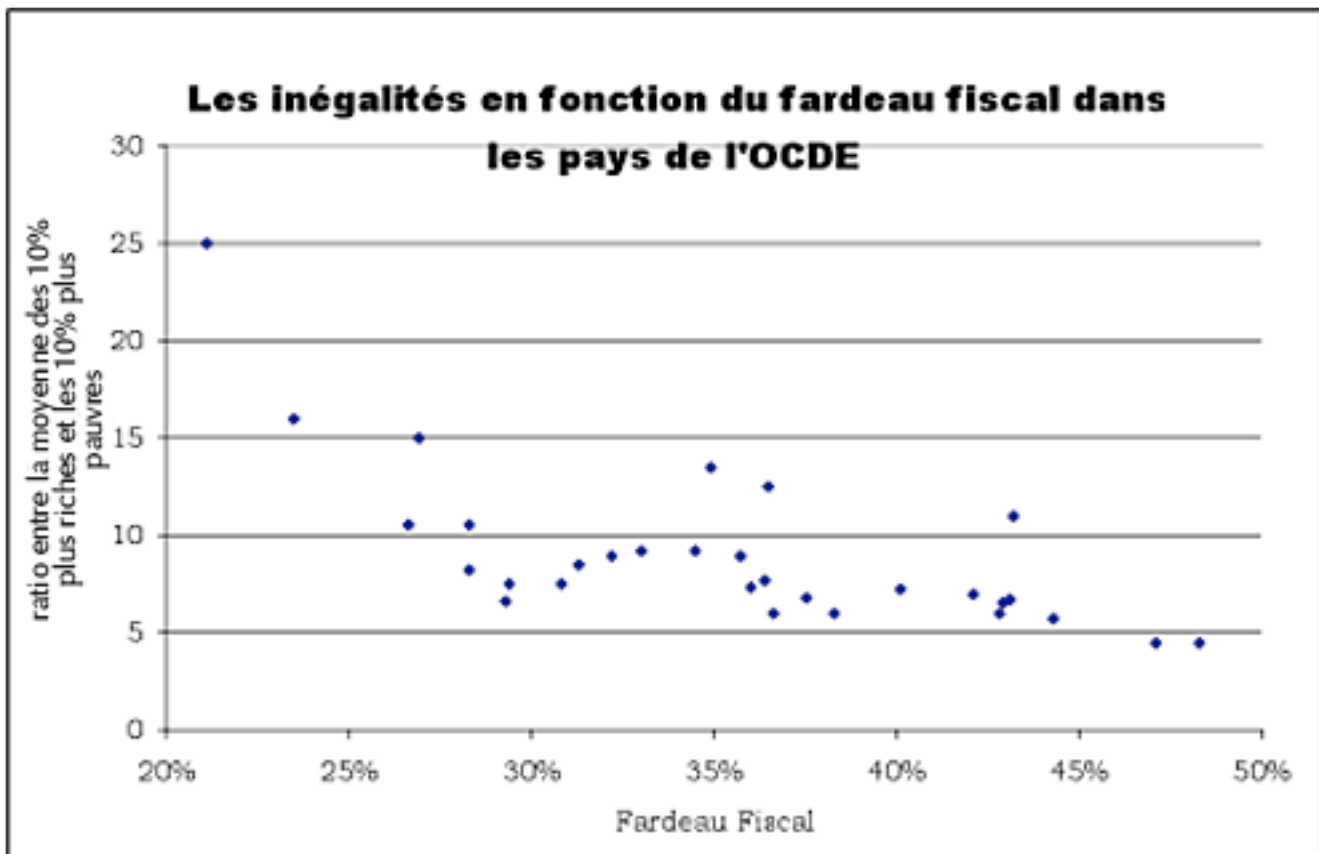
« Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux [en droits] qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'es-pèce humaine. »¹

Les théories de la justice ont toutes en commun un concept dont la définition objective nous paraît indéterminable : l'égalité. L'égalité, certes, mais l'égalité de quoi? Devrions-nous limiter cette notion à l'égalité devant la loi? Ou plutôt l'égalité des chances, ou même une certaine égalité des possessions matérielles? Face à de telles questions, peu prétendent avoir toutes les réponses, mais une chose reste certaine : l'inégalité sordide qui s'abat sur le monde ne découle d'aucune théorie, si ce n'est celle de l'égoïsme hideux des plus grands joueurs de ce système, lui-même pensé et entretenu par des gens qui ont généralisé à l'ensemble du monde le fait qu'ils reconnaissent en eux des hommes qui ne pensent qu'à leur propre réussite et qui désirent infiniment plus, que ce soit au profit ou au dépens des autres.

Depuis le mandat de Reagan en 1980, une restructuration de l'économie fut fondée sur le fait que la richesse d'une classe d'élites est bénéfique pour l'ensemble de la population. Le rapport maximum de salaire entre un PDG et un employé est passé de 40 en 1980 à 411 en 2005². Les économistes néolibéraux, dont Milton Friedman,

récipiendaire du prix Nobel de l'économie, croyaient, comme les américains croient en Dieu et en la grandeur de leur nation, que le libre marché – l'offre et la demande à leur état pur – est l'outil le plus efficace pour assurer la distribution juste d'une richesse inégalable. À ce sujet, Milton Friedman, dans une entrevue accordée à Jamie Johnson lors de son excellent reportage « The one percent », car les 1% plus riches des États-Unis posséderaient 42% de la richesse totale du pays, affirme que l'écart grandissant entre riches et pauvres est bon pour l'ensemble, car il a permis une légère croissance en revenu réel du quintile inférieur de 1970 à 2006, et que si l'écart était resté pareil, il n'y aurait simplement pas eu de croissance. Il ajoute aussi au sujet de la caméra qui sert à filmer l'entrevue que « That engine is ambition and drive to become wealthy ».

Un rapport publié par l'OCDE en octobre 2008 tend à renverser ces propositions.³ Au Danemark, en Finlande et en Suède, les 10% plus riches ont un revenu en moyenne 5 fois plus élevé que les 10% les plus pauvres (la Norvège suit non loin derrière). Ce ratio est de 15 aux États-Unis, troisième plus élevé parmi les pays membres de l'OCDE derrière la Turquie et le Mexique. En effet, une corrélation négative non négligeable (coefficient de corrélation = -0.67) peut être observée entre le fardeau fiscal moyen et les inégalités de revenu (le fardeau fiscal scandinave est en moyenne de 45% contre 24% pour la moyenne des turcs, mexicains et américains.⁴).

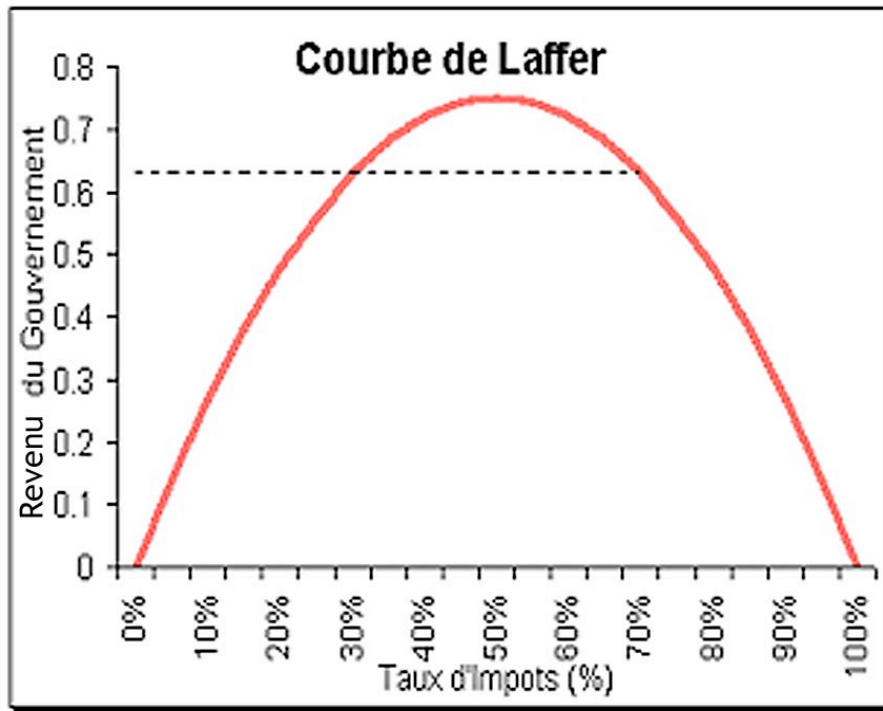


De plus, non seulement les pays scandinaves affichent-ils des inégalités inférieures, mais ils assurent une diminution encore plus importante des écarts en redistribuant la richesse davantage. Par ailleurs, le taux de pauvreté des conditions de vie en Scandinavie oscille entre 5% et 6% alors qu'elle est autour de 15% aux États-Unis. La mobilité salariale quant à elle (comparaison entre les revenus du père et du fils pour mesurer l'égalité des chances ; plus le nombre se rapproche de 100%, plus il y a égalité des chances) se chiffre à 53% aux États-Unis alors qu'elle excède 80% en Norvège, en Finlande et au Danemark. Une corrélation peut d'ailleurs être observée entre la mobilité salariale et les inégalités de revenus. Bref, il est superflu de croire que l'écart sans cesse croissant entre riches et pauvres est nécessaire et bon pour tous comme le soutiennent Milton Friedman et la classe dirigeante républicaine américaine. Les pays scandinaves, qui en plus de redistribuer plus efficacement la richesse et d'avoir un écart entre riches et pauvres qui est moindre, connaissent une

bonne croissance économique. Le revenu national brut par habitant en Norvège se chiffre à 76 450\$US en 2008, à 54 910\$US au Danemark, à 46 060\$US en Suède et à 44 400\$US en Finlande alors qu'il est de 46 040\$US aux États-Unis sans compter le fait qu'en Norvège, la moyenne d'heures travaillées par année par employé est en 2006 de 1345, de 1517 au Danemark, de 1580 en Suède, de 1718 en Finlande et de 1822 aux États-Unis.⁵

D'autre part, le capitalisme a pour axiome que la volonté égoïste de s'enrichir de façon illimitée bénéficie à l'ensemble. C'est exactement ce que démontre Milton Friedman en se servant de l'objet qui sert à filmer l'entrevue comme exemple. Selon ces théoriciens, les taxes et impôts ou toute autre forme de redistribution de la richesse ont pour effet de démotiver les entrepreneurs et travailleurs qui, théoriquement, face à un taux d'imposition de 100% ne produisent plus rien.

Cette conception de l'homme est sans aucun doute simpliste et fautive. Les citoyens danois sont heureux de payer des im-



pôts car le fisc veut leur bien. Il est donc possible que l'homme parvienne à un certain équilibre entre le désir de s'enrichir et le désir de contribuer à améliorer le bien-être de ses concitoyens. Alors que la droite est élitiste, la social-démocratie aspire à une égalité raisonnable non seulement en droits mais en chances et en revenu, tout en maintenant la possibilité de jouir de ses efforts. On observe qu'elles connaissent une croissance tout aussi importante que celle des pays de droite en plus d'assurer des services essentiels à l'ensemble de la population, elle-même plus égalitaire. Il est important de garder ces notions en tête alors que le gouvernement conservateur devra prochainement pallier un déficit qu'il prévoit éliminer rapidement à l'aide de coupures budgétaires importantes au sein de services indispensables, et, paradoxalement, en diminuant les impôts des sociétés. Ces tendances vers la libéralisation des marchés, typiquement conservatrices, se doit d'être remise en question, chose rarement faite au sein des universités et médias américains et trop peu du côté des institutions canadiennes.

Bien que le phénomène des inégalités soit vaste et complexe, il n'est pas inévitable et bon comme le soutient la droite. Même si la social-démocratie ne peut pas à

elle seule régler toutes les inégalités, son efficacité a été démontrée et cela sans avoir d'effets néfastes sur la croissance. Est-il raisonnable qu'un chef d'entreprise américain ou canadien gagne le salaire moyen de son pays en quelques heures de travail? Alors que le dogme néolibéral prétend prêcher un système économique moral, à vous de juger si Paul Orfalea, le fondateur de Kinko's (magasins de fournitures scolaires et de photocopies maintenant sous propriété de FedEx contenant plus de 22 000 employés), répond à vos standards moraux quand il répond, quand on lui demande s'il voudrait remporter des centaines de millions de dollars de plus que ce qu'il remporte déjà : « Yea...yes, hell yes... yea, I want to have a hell of a lot more... well one day I would like to go to the moon and look at the planet Earth and say urghh... that's part of my perfolio. »

Francis Davidson-Tanguay

1: Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*

2: Jamie Johnson, *The one percent*

3: *Croissance et inégalités : l'évolution de la pauvreté et des revenus ces 20 dernières années*. OCDE, 2008

4: New York Times, *tax burdens around the world*.

5: La Banque Mondiale et l'OCDE

Laïcité ouverte ou fermée

Depuis la Révolution tranquille et son ouverture sur le monde, le Québec a accueilli une multitude d'immigrants, appartenant pour beaucoup à des groupes ethniques qu'on qualifie ici de minorités visibles, venant d'un vaste éventail de pays, affichant différentes cultures et pratiquant plusieurs religions. Cette immigration, maintenant essentielle au développement économique et démographique des pays occidentaux, entraîne une diversification culturelle qui pose cependant des enjeux de taille, la conciliation de gens venant d'horizons différents et affichant des valeurs différentes représentant l'un des grands défis des sociétés occidentales en ce début du XXI^{ème} siècle. La montée du multiculturalisme affecte tout particulièrement le Canada, pays qui présente l'un des plus hauts taux d'immigration au monde.

La position du Québec, dans ce cas-ci, est particulièrement intéressante. Dernier véritable bastion de la francophonie en Amérique du Nord, le Québec a toujours vu, depuis la Conquête, sa culture menacée. Cette situation fait en sorte que le peuple québécois est probablement plus qu'ailleurs enclin à s'élever contre les éléments susceptibles de menacer cette dite culture. L'immigration, malgré tout le bien qu'on en dit, fait certainement partie de ces menaces, et combinée aux préjugés généralement véhiculés sur certaines cultures ou certains groupes ethniques, à la paranoïa qu'engendre le phénomène du terrorisme et au traitement parfois sensationnaliste qu'accordent les médias d'information aux différents accrochages avec les groupes ethniques, notamment par rapport à la religion, ne peut qu'entraîner un élan, ou du moins la possibilité accrue d'un élan, de xénophobie au Québec. Face à cette situation, le Québec doit lui aussi, et peut être même plus, trouver des solutions aux différents conflits qu'engendrent la cohabitation de différentes cultures et mentalités, notamment au niveau de la religion et de ses manifestations dans l'espace public, donc, pour employer un terme de plus en plus à la mode ces dernières années, d'accommodements raisonnables. Cette problématique se pose ces jours-ci sous le voile du niqab. Le but de cet article n'étant pas ici d'expliquer cet événement d'actualité, ce rôle incombant aux médias d'information qui l'on déjà alors plus qu'assez honoré de leur présentation, je référerai avec une pointe de déception, le lecteur qui n'a pas connaissance de ce dont je parle, aux bulletins d'information qu'il n'a probablement pas pris la peine de regarder, et aux journaux qu'il n'a certainement pas cru bon d'ouvrir. Pour revenir au sujet principal, cette controverse au sujet du niqab, bien que n'étant en partie qu'une fabrication des médias par la généralisation d'un cas isolé, nous permet cependant de nous attarder sur un problème qui se doit d'être réglé de la manière la plus efficace possible dans la sphère publique québécoise: la laïcité.

À la base laïcité a comme définition originelle telle qu'elle a été développée au cours de l'antiquité, des lumières et de la Révolution française, la séparation des pouvoirs de l'église et de l'État, l'État n'ayant pas de pouvoirs religieux et l'église de pouvoirs politiques, cette séparation visant à garantir l'égalité entre les croyances et entre les croyances et non-croyances, dans le but de garantir la liberté de conscience, principe fondateur d'un État laïque. Cette liberté de conscience vise à permettre à chacun de pouvoir adopter les croyances, religieuses ou non, qui lui conviennent sans que l'État, comme il le faisait lors des régimes monarchistes, n'ait à intervenir. Cependant, le concept de laïcité ouvre plusieurs avenues. En France, où on semble de plus en plus s'orienter vers une sorte d'athéisme d'État, la laïcité est appliquée de manière à ce que l'État garantisse une absolue neutralité, le civile ayant prééminence sur le religieux. Dans les écoles publiques et chez les employés de l'État, le signe religieux ostensible et le comportement religieux évident sont interdits. Cette conception est cependant marquée par l'histoire même de la France, où la laïcité, à son origine, a pris l'aspect d'une croisade menée par les révolutionnaires athées contre l'institution religieuse elle-même. Aux États-Unis, la laïcité reconnaît l'égalité des religions, même si le paysage politique américain est fortement teinté de Christianisme, tandis qu'en Turquie, l'État semble reconnaître la diversité religieuse tout en faisant de l'Islam sa religion d'État. La question se pose: Doit-on s'orienter vers une laïcité fermée comme en France, qui proscrie les signes religieux aux employés de son État ou doit-on la définir comme ouverte, permettant le port d'objets religieux aux employés de l'État?

À mon sens, et allant en accord avec la récente loi sur la laïcité ouverte votée par le gouvernement Charest, dans une société qui se veut ouverte et libre comme celle du Québec, l'option de la laïcité ouverte semble beaucoup plus appropriée, conférant une plus grande liberté par rapport à l'affirmation de ses croyances. La commission Bouchard-Taylor, formée pour enquêter sur la question des accommodements raisonnables, semble abondés en ce sens, sauf en ce qui a trait aux employés du secteur judiciaire, comme les policiers ou les juges. Cependant, si ces derniers se contentent d'appliquer la loi, le signe religieux, qu'il soi ou non, porté n'a aucune incidence dans leur jugement, il faut selon moi séparer la fonction a-religieuse de l'individu religieux. Un employé du secteur judiciaire exerce une fonction et est encadré dans son jugement par la loi, il n'a qu'à la faire appliquer et non à professer une opinion. Tant que le port d'un signe religieux n'entre pas en contradiction avec une loi déjà émise ou n'empêche de manière excessive le bon fonctionnement du milieu dans lequel la personne qui le porte évolue, ce dernier devrait être accordé. De l'autre côté,

il semble également préférable que les signes religieux soient retirés des espaces publics, car ils témoignent de l'imposition d'une croyance de la part de l'État, qui doit en principe se séparer de l'aspect religieux et se montrer neutre. Les seules exceptions pouvant être tolérées seraient, à mon sens du moins, les signes ayant été clairement définis comme faisant parti du patrimoine québécois. Mais en regard de tout cela, le plus im-

portant n'est pas la nature de la position que le gouvernement a adoptée, mais le fait qu'il l'applique de manière claire et précise, et qu'on la fasse savoir aux immigrants avant que ceux-ci ne décident de s'engager dans l'aventure qu'est la vie en sol québécois.

Olivier Djoufo

Pourquoi notre propre publication

Certains d'entre vous se questionnent sans doute sur la nécessité, voire la pertinence d'une nouvelle publication quand d'autres tribunes s'offrent déjà à nous. Nous aurions volontiers contribué à enrichir d'autres publications, mais nous avons, non sans déception, constaté qu'aucune d'elles ne correspondait à nos idées. Notre revue s'inscrit dans une volonté qui se dissocie de la simple présentation d'informations événementielles. Nous souhaitons présenter une réflexion qui ne semble pas avoir sa place dans les publications actuelles. Nous ne clamons pas notre unicité, mais doutons sincèrement de la pertinence de certains journaux étudiants et autres publications similaires. Nous offrons une alternative nouvelle à un lectorat sans doute désireux d'être confronté à des idées qui sont tuées.

Ces idées méritent une visibilité que ne peut malheureusement pas offrir un journal étudiant. Nous ne souhaitons pas être lié à une institution pour ne pas rester prisonnier de ses murs. Nous ne travestirons pas nos idées et nous ne prostituerons pas nos convictions sur le trottoir de l'information.

Appel au lecteur

Nous vous invitons à nous soumettre vos textes que vous jugerez appropriés et en lien avec les buts premiers de la revue.

Pour nous soumettre vos articles, écrivez-nous à l'adresse suivante : soumissions_lecivitas@hotmail.com

Les opinions et commentaires concernant Le CIVITAS ne doivent pas rester sous silence. Nous vous invitons une fois de plus à nous écrire à l'adresse suivante : commentaires_lecivitas@hotmail.com

Vous trouverez une copie en format imprimable ainsi que les nouveautés du Civitas sur notre site internet : www.lecivitas.com

Thème de la prochaine publication: liberté, égalité, fraternité.

Le Civitas

Comité de rédaction: Nicolas Berniquez-Villemare, Francis Davidson-Tanguay, Olivier Djoufo, Philippe Grenon, Stéphanie Paquette, Arnaud Petit.

Conception Graphique: Félix-Antoine Goulet

Site Internet: Martin Cousineau